

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 46/012/2009 – ÉFAI

12 février 2009

AU 39/09 Torture et autres mauvais traitements / Préoccupations d'ordre médical / Prisonniers d'opinion

Zimbabwe	Fidelis Chiramba (h), 72 ans Gandhi Mudzingwa (h) Kisimusi Dhlamini (h)]]]] militants du Mouvement pour le] changement démocratique (MDC)
----------	---	--

Les militants politiques Fidelis Chiramba, Gandhi Mudzingwa et Kisimusi Dhlamini sont actuellement détenus à la prison de haute sécurité de Chikurubi à Harare, la capitale, après avoir été arrêtés par les forces de sécurité à la fin de l'année 2008. Ces trois hommes présentent de graves problèmes médicaux et leur état nécessite des soins spécifiques devant être administrés à l'hôpital. Amnesty International sait que l'état de santé de Fidelis Chiramba et de Gandhi Mudzingwa engage leur pronostic vital. Les autorités de la prison les empêchent de bénéficier des soins dont ils ont besoin.

Les accusations dont ces trois hommes font l'objet portent soit sur le recrutement de jeunes gens destinés à suivre un entraînement militaire, soit sur la perpétration d'attentats à l'explosif contre des dispositifs policiers et des lignes de chemin de fer. Ils nient ces allégations et semblent être victimes d'une pratique bien établie du gouvernement du président Mugabe, qui consiste à harceler et tenter d'intimider les opposants politiques. Ces militants soutiennent le Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

Fidelis Chiramba, âgé de soixante-douze ans, dirige une section du MDC dans le district de Zvimba-Sud (province du Mashonaland-Ouest). Il a été arrêté à son domicile, dans la ville de Banket, le 31 octobre 2008. Il présente des blessures qui seraient dues à des actes de tortures et souffre également d'insuffisance cardiaque. Le 30 janvier, un magistrat de Harare a ordonné aux autorités pénitentiaires de permettre à Fidelis Chiramba d'être examiné dans un hôpital. Elles n'ont donné suite à cet ordre que le 6 février, date à laquelle Fidelis Chiramba a été conduit à l'établissement de soins Avenues Clinic, à Harare. Des médecins de cet établissement ont préconisé son hospitalisation car son état de santé était grave, mais les autorités ont refusé et l'ont ramené à la prison. Le 11 février, un tribunal de première instance a ordonné à son tour que les trois détenus soient examinés par des médecins.

Gandhi Mudzingwa, ancien assistant personnel du président du MDC Morgan Tsvangirai, a été enlevé à Harare le 8 décembre. Il a été examiné par des médecins d'Avenues Clinic, qui ont constaté que sa tension était élevée, ce qui pouvait provoquer un accident vasculaire cérébral s'il n'était pas traité immédiatement.

Un autre militant du MDC, Kisimusi Dhlamini, a été vu dans le même établissement de soins le 6 février. Selon des médecins, il présentait des blessures pouvant avoir été causées par des coups portés à la plante des pieds, une forme de torture notoirement utilisée par les autorités zimbabwéennes. Si les blessures résultant de ce type de torture ne sont pas soignées correctement, les pieds de la victime risquent d'être amputés.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Environ 27 prisonniers d'opinion et autres prisonniers politiques sont actuellement détenus à la prison de haute sécurité de Chikurubi. Ces personnes ont été victimes d'une série d'enlèvements qui a débuté en octobre 2008. Malgré les décisions des tribunaux obligeant les autorités zimbabwéennes à déférer les détenus à la justice, celles-ci contrarient régulièrement les démarches effectuées par les détenus pour bénéficier de soins médicaux.

À la suite de la signature d'un accord sur le partage du pouvoir en septembre 2008, la Constitution zimbabwéenne a été modifiée par le Parlement le 5 février afin d'ouvrir la voie à la formation d'un gouvernement d'unité nationale. En février, les différents partis ont également créé un Comité conjoint de surveillance et d'application (JOMIC), chargé de contrôler et de mettre en œuvre cet accord. Dans le cadre de ses attributions, le Comité doit régler les questions liées aux violations de l'accord, telles que la détention prolongée de prisonniers politiques.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

Au responsable de la prison de haute sécurité de Chikurubi :

- demandez la libération immédiate et sans condition de Fidelis Chiramba, Gandhi Mudzingwa et Kisimusi Dhlamini, afin qu'ils puissent bénéficier des soins médicaux dont ils ont besoin de toute urgence ;
- exhortez les autorités pénitentiaires à traiter les détenus conformément aux normes internationales applicables dans ce domaine, en particulier à la règle 22.2 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (ONU), qui dispose que les responsables des prisons doivent transférer les détenus malades dont l'état nécessite des soins spécifiques dans des structures spécialisées ou des hôpitaux civils.

À Welshman Ncube, président du Comité conjoint de surveillance et d'application (JOMIC) :

- déclarez-vous préoccupé par les informations faisant état d'actes de torture et de privation de soins médicaux concernant les personnes détenues au Zimbabwe en raison de leur militantisme politique ou de défense des droits humains, notamment Fidelis Chiramba, Gandhi Mudzingwa et Kisimusi Dhlamini ;
- dites qu'Amnesty International pense que ces détenus sont des prisonniers d'opinion ;
- appelez-le à enquêter personnellement sur les allégations de torture et de manquements de la part des autorités pénitentiaires, afin que les décisions de justice ordonnant que les détenus bénéficient de soins médicaux soient pleinement appliquées ;
- exhortez-le à demander au directeur de l'administration pénitentiaire du Zimbabwe de libérer immédiatement les prisonniers d'opinion et d'autoriser leur hospitalisation ;
- priez-le instamment de convoquer de toute urgence une réunion du JOMIC et d'ordonner la libération de tous les prisonniers d'opinion.

APPELS À :

Responsable de la prison de haute sécurité de Chikurubi :

Officer in Charge – Chikurubi Maximum Security Prison

Chikurubi Prison Complex

Private Bag 7392

Greendale

Harare

Zimbabwe

Formule d'appel : *Dear Officer-in-Charge, / Monsieur,*

Président du Comité conjoint de surveillance et d'application (JOMIC) :

Prof. Welshman Ncube

Courriers électroniques : wncube@africaonline.co.zw

Formule d'appel : *Dear Prof. Ncube, / Monsieur,*

COPIES aux représentants diplomatiques du Zimbabwe dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 25 MARS 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.